



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 09 du 14 mars 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 mars 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	135
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	135
CABINET DU PREFET	135
Service interministériel de défense et de protection civile	135
Examen du brevet national de moniteur des premiers secours du 25 février 2008 à Pont-à-Mousson - CRF - 14 rue du 26 ^{ème} BCP	135
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	135
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	135
Extrait de l'arrêté du 11 mars 2008 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées.....	135
Extrait de l'arrêté du 11 mars 2008 autorisant M. Antoine DERVAUX à capturer à des fins scientifiques des spécimens d'espèces animales protégées	135
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	135
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	135
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 mars 2008 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la modification des statuts de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulinois »	135
Extrait de l'arrêté du 13 mars 2008 portant transfert de la commission de réforme de la fonction publique territoriale au centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle à compter du 15 avril 2008.....	135
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	136
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	136
Extrait de la délibération n° 141/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	136
Extrait de la délibération n° 146/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	136
Extrait de la délibération n° 161/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	136
Extrait de la délibération n° 06/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	136
Extrait de la délibération n° 08/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 26 février 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	136
Extrait de la délibération n° 09/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 26 février 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	136
Service actions et établissements de santé	136
Extrait de l'arrêté n° 12 du 6 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé.....	136
Extrait de l'arrêté n° 16 du 6 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx.....	137
Extrait de l'arrêté n° 18 du 29 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul.....	137
Extrait de l'arrêté n° 22 du 6 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey	137
Extrait de l'arrêté n° 23 du 29 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy	138
Extrait de l'arrêté n° 25 du 29 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy	138
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	139
Service solidarité autonomie	139
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 185 du 7 mars 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max	139
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	139
Service économie agricole et aménagement foncier.....	139
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 23/2008/DDAF du 19 février 2008 ordonnant la clôture des opérations de remembrement dans la commune de Socourt (88) avec extension sur les communes de Griport (54), Florémont et Hergugney (88).....	139
Extrait de l'arrêté n° 08/16/DDAF/REMBT du 27 février 2008 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Crepey	139
Service environnement - eau	140
Extrait de l'arrêté DDAF-PECHE 2008/005 du 5 mars 2008 instituant trois réserves de pêche sur l'Orne dans les communes de Hatrize, Valleroy et Homécourt.....	140
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	140
Service santé et protection animales	140
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.036 du 10 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Philippe DIERICK, vétérinaire à Jarville La Malgrange	140
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	140
Extrait de l'arrêté du 29 février 2008 relatif à l'agrément de la SCOP Aluminium Diffusion Lorraine	140
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	141
Extrait de l'arrêté du 29 février 2008 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Vittonville	141
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES	141
Extrait de l'arrêté du 11 février 2008 portant agrément de l'Union Fédérale des Consommateurs Que choisir de Nancy et environs (UFC – Que Choisir) dans le cadre des dispositions des articles L. 411.1 à 422-3 et R. 411.1 à 422.10 du code de la consommation relatifs aux actions en justice des associations	141
Extrait de l'arrêté du 5 mars 2008 fixant les tarifs des transports par taxi	141
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	141
Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2007 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	141
Extrait de l'arrêté du 25 février 2008 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	142
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	142
Extrait de la décision du 7 février 2008 fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé.....	142
AUTRES SERVICES.....	142
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	142
Décision de délégation de signature du 13 mars 2008 à M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint Coordonnateur du Pôle Ressources et Système d'Information	142

AVIS ET COMMUNICATIONS	142
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	142
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	142
Service aménagement, risques et urbanisme	142
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6701 du 29 février 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Viviers sur Chiers	142
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11088 du 29 février 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Longwy	142
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13132 du 29 février 2008 autorisant EPF Lorraine à exécuter des travaux sur la commune de Pompey	142
AUTRES SERVICES	142
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	142
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 7 mars 2008 pour le recrutement d'une sage-femme	142

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile***Examen du brevet national de moniteur des premiers secours du 25 février 2008 à Pont-à-Mousson - CRF - 14 rue du 26^{ème} BCP**

12 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BASTIEN	Juliette	PONT-A-MOUSSON
BERTONA	Christelle	LABRY
CHAFIK	Khadija	NANCY
CLEMENT	Jean-Michel	EULMONT
DA CUNHA	Anthony	HERSERANGE
FISCHER	Pascal	NANCY
JACOB	René	BASLIEUX
PINZANO	Magalie	VOID
RAISON	Roger	MONT-SAINT-MARTIN
STOCKY	Florent	DOMBASLE-SUR-MEURTHE
WIRSCHING	Mylène	NANCY
ZINCK	Thierry	COMMERCEY

Direction du développement durable et des politiques interministérielles*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté du 11 mars 2008 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont autorisés à capturer à des fins scientifiques et de sauvetage toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme* :

- M. Christophe BOREL, 39, boulevard des Essarts-54600 Villers-lès-Nancy
- Mme Julie CHARPENTIER, 8, rue Vayringe – 54000 NANCY
- M. Yannick CHASSATTE, 16a, rue du général Patton – 54110 Dombasle-sur-Meurthe

- M. Matthieu GAILLARD, 12, rue Ch. Biquillon - 54700 Norroy-lès-Pont-à-Mousson

- Mme Dorothee JOUAN, 39, boulevard des Essarts-54600 Villers-lès-Nancy
- M. Alexandre KNOCH, 24, rue Beau Site 57430 Hombourg-Haut
- M. Jérôme PIQUET, 101, rue du Crosne – 54000 Nancy
- M. François SCHWAAB, 17, rue de Toul - 54385 Avrainville.

Art. 2 : Les opérations de capture-relachage auront uniquement comme but :

- le sauvetage d'individus ou de colonies en danger
- l'inventaire, le suivi de populations, l'étude écoéthologique l'étude biométrique et l'étude parasitologique des populations de chiroptères de Lorraine.

Elles s'inscriront dans le cadre du plan de restauration national chiroptère.

Art. 3 : Le marquage léger avec des émetteurs de radiopistage et le baguage pour le programme INTERREG AFSSA sont autorisés.

Art. 4 : Aucune capture ne devra être réalisée dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation.

Art. 5 : Les animaux capturés soit manuellement, soit au filet, seront relâchés sur place. Les animaux trouvés morts devront être transmis au service diagnostic de la rage à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments à MALZEVILLE.

Art. 6 : Les personnes citées à l'article 1^{er} transmettront un rapport de leurs activités à la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établira un rapport de synthèse au niveau régional et le transmettra à la direction régionale de l'environnement Lorraine et au ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, direction de la nature et des paysages, sous-direction de la chasse, de la faune et de la flore sauvages.

De plus, les données seront intégrées à la base de données nationale.

Art. 7 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 8 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la CPEPESC et aux personnes désignées à l'article 1^{er}, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, direction de la nature et des paysages, aux sous-préfets de Briey, Toul et Lunéville, au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine, au directeur départemental de la sécurité publique et au colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 11 mars 2008 autorisant M. Antoine DERVAUX à capturer à des fins scientifiques des spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Antoine DERVAUX, 4 rue de Saverne – 54300 CHANTEHEUX. est autorisé à capturer à des fins scientifiques et de sauvetage toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme*.

Art. 2 : Les opérations de capture-relachage auront uniquement comme but :

- le sauvetage d'individus ou de colonies en danger
- l'inventaire, le suivi de populations, l'étude écoéthologique l'étude biométrique et l'étude parasitologique des populations de chiroptères de Lorraine.

Elles s'inscriront dans le cadre du plan de restauration national chiroptère.

Art. 3 : Le marquage léger avec de la peinture sur les poils, la pose d'émetteurs de radiopistage et le prélèvement de salive et de sang pour le programme INTERREG AFSSA sont autorisés.

Art. 4 : Aucune capture ne devra être réalisée dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation.

Art. 5 : Les animaux capturés soit manuellement, soit au filet, seront relâchés sur place. Les animaux trouvés morts devront être transmis au service diagnostic de la rage à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments à Malzéville.

Art. 6 : La personne citée à l'article 1^{er} transmettra un rapport de leurs activités à la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établira un rapport de synthèse au niveau régional et le transmettra à la direction régionale de l'environnement Lorraine et au ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, direction de la nature et des paysages, sous-direction de la chasse, de la faune et de la flore sauvages.

De plus, les données seront intégrées à la base de données nationale.

Art. 7 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 8 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la CPEPESC et à M. DERVAUX, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, direction de la nature et des paysages, aux sous-préfets de Briey, Toul et Lunéville, au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine, au directeur départemental de la sécurité publique et au colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction des relations avec les collectivités locales*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité***Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 mars 2008 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la modification des statuts de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulais »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Les nouveaux statuts de la communauté de communes de « EPCI du Pays de Colombey et du sud Toulais » sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau, et la présidente de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulais » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées ainsi qu'aux trésoriers payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 7 mars 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Hugues PARANT

Le préfet des Vosges,
Albert DUPUY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité et à la sous-préfecture de Toul.

Extrait de l'arrêté du 13 mars 2008 portant transfert de la commission de réforme de la fonction publique territoriale au centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle à compter du 15 avril 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le secrétariat de la commission de réforme de la fonction publique territoriale est transféré au centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle à compter du 15 avril 2008.

Art. 2 : La présidence sera exercée par M. François FORIN, maire de Lucey, président du centre de gestion.

En cas d'absence ou d'empêchement, M. Ennio BAZZARA, maire de Moncel-sur-Seille, membre du conseil d'administration du centre, est désigné en qualité de président suppléant.

Art. 3 : Le centre de gestion assure le secrétariat de la commission pour l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale, exerçant leurs fonctions au centre de gestion, dans une collectivité affiliée auprès de ce centre ou dans une collectivité du département non affiliée audit centre.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, le président du conseil général, le président de la communauté urbaine du grand Nancy, le maire de Nancy, le président du centre communal d'action sociale de Nancy et le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la délibération n° 141/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Pasteur à Essey les Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de surveillance continue, D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 146/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique de Gentilly et de Saint Don à Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de surveillance continue, D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 161/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Pasteur à Essey les Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de soins intensifs en cardiologie.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 06/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Sarrebourg relatif à la reconnaissance tarifaire de lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de pneumologie.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 08/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 26 février 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Lunéville relatif à la reconnaissance tarifaire d'une unité de surveillance continue de 7 lits.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 février 2008 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 09/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 26 février 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Bar le Duc relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Meuse.

Nancy, le 26 février 2008 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 12 du 6 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des Communes concernées
Monsieur Jean-Marie HOSTERT, Maire de CIREY-SUR-VEZOUZE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Christian HUSSON, Conseiller Municipal, représentant la commune de CIREY-SUR-VEZOUZE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2008,
Madame Monique ROCH, Maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Bernard MULLER, Maire de BADONVILLER, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Un représentant du département désigné par le Conseil Général
Monsieur Alain GERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin, fin du mandat en octobre 2011.
- 4 Deux autres membres de la CME
Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien, fin du mandat en octobre 2011,
Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin, fin du mandat en octobre 2011.
- 5 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé, fin du mandat en janvier 2009.
- 6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint Administratif Principal, représentant le syndicat FO, fin du mandat en octobre 2008,
Monsieur Christophe ANTONY, OPS, représentant le syndicat FO, fin du mandat en octobre 2008.
- 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame Marie-Madeleine BOOG, fin du mandat en février 2008,
Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite, fin du mandat en février 2008,
Madame Danièle TEPINIER, Infirmière, fin du mandat en février 2008.
- 8 Trois représentants des usagers
Madame Jacqueline THIERY, Présidente du Service de Soins des 4 cantons ADMR, représentant l'ADMR, fin du mandat en février 2010,
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en février 2010,
Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant "Familles Rurales", fin du mandat en janvier 2012.

- 9 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée
Madame Evelyn HILSELBERGER, fin du mandat en novembre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 11 du 11 mai 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mars 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 16 du 6 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil Général - Président de droit du Conseil d'Administration
Monsieur Bernard LECLERC, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Cinq représentants du Conseil Général
Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Yvon BISTON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008,
Madame Michèle PILOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Michel MARCHAL, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal
Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Régis MALINGREY, fin du mandat en juin 2011.
- 5 Deux autres membres de la CME
Madame Christine SCHIRMEYER-BIGEARD, Pharmacienne, fin du mandat en juin 2011,
Madame le Docteur Delphine ROZBORSKI, Médecin coordonnateur, fin du mandat en juin 2011.
- 6 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Maria LAPOINTE, Aide-soignante, fin du mandat en décembre 2010.
- 7 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Marie-Françoise LALLEMMONT, Aide-soignante, représentant du Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Rémi DONNOT, Aide-soignant, représentant du Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 8 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame Marie-José DOLCI, représentant le PAIS du Val de Lorraine, fin du mandat en janvier 2010,
Monsieur le Docteur Eric MAGNE, Médecin, fin du mandat en novembre 2008,
Madame Silvia CHAPTAL, Infirmière Libérale, fin du mandat en octobre 2010.
- 9 Trois représentants des usagers
Madame Yvette MAGNIN, représentant l'Association VMEH de Nancy, fin du mandat en décembre 2011,
Représentant en attente de nomination,
Représentant en attente de nomination.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 15 du 15 octobre 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mars 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 18 du 29 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Madame Lucette LALEVEE, Adjointe au Maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Monsieur Gérard HOWALD, Adjoint au Maire de TOUL, fin du mandat en mars 2008,
Madame Catherine GAY, Administrateur, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Alain ANSTETT, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Pâquerette TROUSSON, Adjointe aux Affaires Sociales, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Michel LAMAZE, Maire de FOUG, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Général
Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le Président de la CME et le Vice-Président de la CME (facultatif)
Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2010,
Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice-Présidente, fin du mandat en mai 2010.
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame BARDIN, fin du mandat en mai 2010,
Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Evelyn MELAT, Aide-soignante, fin du mandat en décembre 2010.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Marianne PIERSON, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Angèle RICO, Infirmière, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Sylvie BERNARD, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame Colette DE NARDO, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2010,
Monsieur le Docteur Bernard LAUER, Médecin non hospitalier, fin du mandat en mai 2009,
Monsieur Didier HENRY, Infirmier Libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Trois représentants des usagers
Madame Denise ALLAIT, représentant l'Association "Pour le Droit de Mourir dans la Dignité", fin du mandat en janvier 2013,
Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mai 2012,
Monsieur Maurice JORROT, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Représentant en attente de nomination.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 15 juin 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 février 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 22 du 6 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Guy VATTIER, Maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Monsieur François DIETSCH, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean WOJDACKI, Adjoint au Maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2008,
Madame Martine BELLARIA, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008.

- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Marie-Laure KELLNER, Adjoint au Maire de la ville d'HOME COURT, fin du mandat en mars 2008,
Madame Françoise BERG, Adjoint au Maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur CORZANI, Maire de la ville de JOEUF et Conseiller Général, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Monsieur Christian ECKERT, Conseiller Régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le Président de la CME
Monsieur Jean-Marie DOLLARD, Président, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mai 2011.
- 7 Trois autres membres de la CME
Monsieur Antoine AL HALABY, Cardiologue, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur Laurent MARTIN, Chirurgien, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, Médecin, fin du mandat en mai 2011.
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Mireille GRANDMAIRE, Cadre Supérieur de Santé, fin du mandat en septembre 2010.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Rosette BOUDIN, Administrateur, représentant le Syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Martine LEPAGE, Aide-soignante, représentant le Syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Lionel SANTOLINI, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Maître Pierre LACROIX, Avocat, fin du mandat en juin 2010,
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, Médecin non Hospitalier, fin du mandat en janvier 2009,
Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en février 2009.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Bernard CREHANGE, Administrateur et Secrétaire Général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, fin du mandat en juin 2012,
Représentant en attente de nomination,
Représentant en attente de nomination.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Josette EDFRENNES, fin du mandat en octobre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 21 du 31 octobre 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 6 mars 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 23 du 29 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil Général - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Alain CASONI, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010.
- 2 Cinq représentants du Conseil Général
Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Marc SAINT-DENIS, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Yves WILLER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Maurice VILLAUME, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal
Madame Elisabeth LAITHIER, Adjointe au Maire de la Ville de NANCY, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Régional
Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Le Président de la CME
Monsieur Jean-Michel HASCOET, Professeur de Pédiatrie, Chef de Service, fin du mandat en avril 2011

- 6 Trois autres membres de la CME
Monsieur Pierre DROULLE, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Madame Patricia FRANCK, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Monsieur Thierry ROUTHOT, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011.
- 7 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Denise BOISSEAU, Cadre médico-technique, fin du mandat en mai 2011.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Guy CORNU, Agent Hospitalier, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Elisabeth DEVAUX, Sage-femme, représentante CGT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Anne-Marie MAJETTI, Auxiliaire de Puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, fin du mandat en juin 2010,
Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur Michaël DURAND, Infirmier Libéral, représentant les professions paramédicales, fin du mandat en janvier 2009.
- 10 Trois représentants des usagers
Monsieur Rémi DEHAYE, Médecin Généraliste, représentant le Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, fin du mandat en juin 2009,
Madame Thérèse VAUTRIN, représentant "Familles Rurales", fin du mandat en mai 2012,
Madame Josiane NAUMAN, Retraitée, représentant l'Association "SYMPHONIE", fin du mandat en janvier 2013.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 22 du 27 juin 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 29 février 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 25 du 29 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la Ville de NANCY, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Quatre représentants désignés par le Conseil Municipal
Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008,
Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,
Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la Commune de TOUL, fin du mandat en mars 2008,
Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la Commune de VANOEUVRE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la Commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Deux représentants du Conseil Général désignés par le Conseil Général
Madame Nicole CREUSOT, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Mathieu KLEIN, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Deux représentants du Conseil Régional désignés par le Conseil Régional
Monsieur René MANGIN, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Patrick HATZIG, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le Président de la CME
Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Président, Chef du Service de Dermatologie-Hôpitaux Maringer/Villemin-Fournier, fin du mandat en mars 2011.
- 7 Cinq autres membres de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Luc ANDRE, Service de Médecine Infantile à l'Hôpital d'Enfants, fin du mandat en mars 2011,

- Madame Isabelle MAY, Responsable du Pôle Pharmacie-Hôpital d'Enfants, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Responsable du Pôle Enfant-Hôpital d'Enfants, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, Service de Médecine Nucléaire-Hôpital Central, fin du mandat en mars 2011,
Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI, Service de Psychologie Médicale-Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2011.
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Annie CHERY, Cadre Supérieur de Santé, fin du mandat en octobre 2010.
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Alex GORGE, représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Jean-Marie CROVISIER, représentant le Syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Michel MEYER, représentant le Syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Personne qualifiée en attente de nomination,
Monsieur le Docteur Yves KESSLER, Médecin non hospitalier, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Hubert PIERRE, Infirmier Libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le Président du Comité de Coordination de l'Enseignement Médical
Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en juin 2008.
- 12 Trois représentants des usagers
Madame Nathalie TRABUCCO, représentant l'Association des Paralysés de France, fin du mandat en juillet 2012,
Monsieur Jean-Paul LACRESSE, représentant l'UDAF de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en juin 2012,
Personne en attente de nomination.
- 13 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Salima SERANDOUR, fin du mandat en novembre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 24 du 3 septembre 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 29 février 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 185 du 7 mars 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Résidence "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré – 54130 SAINT-MAX.
N° FINESS : 54 001 957 7
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 070,00	302 417,40
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	296 347,40	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 000,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	302 417,40	302 417,40
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00
Excédent reporté	0,00

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 302 417,40 euros pour 11 mois de fonctionnement.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,63 €

GIR 3 et 4 : 18,31 €

GIR 5 et 6 : 11,99 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 7 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 23/2008/DDAF du 19 février 2008 ordonnant la clôture des opérations de remembrement dans la commune de Socourt (88) avec extension sur les communes de Grippont (54), Florémont et Herguney (88)

Le préfet des Vosges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Le plan de remembrement de la commune de SOCOURT, approuvé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de SOCOURT, est définitif.

Art. 2 : Le 4 mars 2008, date de la clôture des opérations, le plan de remembrement sera déposé en mairie de SOCOURT où les intéressés pourront en prendre connaissance aux heures d'ouverture du secrétariat. Le procès verbal de remembrement sera publié aux Conservations des Hypothèques d'EPINAL et de NANCY le même jour.

Art. 3 : Les propriétaires intéressés seront informés du dépôt du plan de remembrement par un avis du Maire affiché en mairie de SOCOURT.

Art. 4 : Les travaux connexes au remembrement approuvés par la Commission Communale de SOCOURT et relatifs à l'écoulement des eaux nuisibles, à la rectification et au curage ponctuels des ruisseaux, à la création et au curage de fossés, au défrichement dans l'emprise des chemins d'exploitation, sont autorisés au titre de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Art. 5 : Lors de la mise en œuvre du programme des travaux connexes visés à l'article 4 ci-dessus, l'association foncière de remembrement est tenue de respecter :

les prescriptions prévues par la Commission Communale d'Aménagement Foncier, en application des dispositions des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement

les dispositions de l'article R 232-1 du Code de l'Environnement relatives à la protection de la faune piscicole et de son habitat.

En outre, en vertu des dispositions du dernier alinéa de l'article R 121-29 du Code Rural, des prescriptions complémentaires de nature à assurer le respect des principes posés par l'article L 211-1 du Code de l'Environnement pour les ouvrages collectifs dont la réalisation est assurée par l'association foncière de remembrement, pourront être fixées ultérieurement par arrêté préfectoral.

Art. 6 : Les agents chargés de la police de l'eau auront accès aux chantiers pour vérifier la conformité des travaux mentionnés à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 7 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de la commune de SOCOURT (Meurthe-et-Moselle) et des communes de GRIPPONT (Meurthe-et-Moselle), FLORENT et HERGUNEY (Vosges) dont le territoire est concerné. Il sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle et publié dans un journal diffusé dans les départements des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

Art. 8 : La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt des Vosges et les maires de SOCOURT, FLORENT, HERGUNEY et GRIPPONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Epinal, le 19 février 2008 Nancy, le 19 février 2008
Pour le préfet et par délégation, Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale, Le secrétaire général,
Dominique CONCA Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° 08/16/DDAF/REMBT du 27 février 2008 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Crepey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de CREPEY

Sections XA - XB - ZN - ZO - ZP - ZR - ZS - ZT - ZV - ZW - ZX - ZY - ZZ

Territoire de la commune de SELAINCOURT

Section YA

Territoire de la commune de GERMINY

Sections YA

Art. 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de CREPEY le 03 mars 2008. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de TOUL le Procès-Verbal de remembrement.

Art. 3 : L'association foncière et les communes de CREPEY, SELAINCOURT et GERMINY sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Durant les travaux de renaturation de lit mineur du ruisseau et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - . par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - . par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Après les travaux :

- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Toutefois, les travaux ne doivent pas :

- être un obstacle à l'écoulement des crues. Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau, voire à dégager le lit du cours d'eau ;
- être un obstacle à la continuité écologique ;
- modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur du cours d'eau ;
- avoir un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique ;
- détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.

Lors du démarrage de ces travaux, l'information de démarrage du chantier sera transmise au préalable au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de l'arrondissement de TOUL, le Maire de CREPEY, de SELAINCOURT et de GERMINY, le Colonel du Groupement de Gendarmerie, la Présidente de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

Nancy, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté DDAF-PECHE 2008/005 du 5 mars 2008 instituant trois réserves de pêche sur l'Orne dans les communes de Hatrize, Valleroy et Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La pêche est interdite du lundi 14 avril 2008 au vendredi 13 juin 2008 inclus sur les tronçons de la rivière de l'Orne ci-après :

- Hatrize : du barrage au pont routier du moulin,
- Valleroy : du barrage au pont routier de Moineville,
- Homécourt : du barrage au pont routier de l'ancien abattoir de Joëuf.

Art. 2 : Les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Art. 3 : Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L436-9 du code de l'environnement.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'A.P.P.M.A. "Les Pêcheurs de l'Orne".

Art. 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Direction départementale des services vétérinaires Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.036 du 10 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Philippe DIERICK, vétérinaire à Jarville La Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Dr Philippe DIERICK.

Docteur vétérinaire

42, rue de la République

54140 JARVILLE LA MALGRANGE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,

L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,

Dr Yves LAMBERT

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté du 29 février 2008 relatif à l'agrément de la SCOP Aluminium Diffusion Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La société ALUMINIUM DIFFUSION LORRAINE demanderesse visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Art. 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Art. 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Art. 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-préfet chargé des affaires économiques, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 29 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

Direction des services fiscaux

Extrait de l'arrêté du 29 février 2008 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Vittonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de Vittonville, à partir du 4 mars 2008.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

Art. 2 : Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

Art. 3 : Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

Art. 4 : Le présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Vittonville ainsi qu'à la directrice des services fiscaux et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Extrait de l'arrêté du 11 février 2008 portant agrément de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Nancy et environs (UFC – Que Choisir) dans le cadre des dispositions des articles L. 411.1 à 422-3 et R. 411.1 à 422.10 du code de la consommation relatifs aux actions en justice des associations

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Nancy et environs (UFC-Que choisir) est agréée pour exercer l'action civile dans le cadre des dispositions du code de la consommation, art. L. 411-1 à 422.3 et R. 411-1 à 422-10.

Art. 2 : Le présent agrément est accordé pour une période de 5 années, sous réserve de l'application des articles R 411-6 et R 411-7 du code de la consommation.

Art. 3 : Le secrétaire général et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 5 mars 2008 fixant les tarifs des transports par taxi

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

* Prise en charge : 2,40€.

* Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 16,70€, soit une chute de 0,10€ toutes les 21,56 secondes.

* Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10€.

Désignation au compteur	Tarif applicable au km	Valeur de la chute	Distance parcourue pendant une chute
A	0,69 €	0,10 €	144,93 m
B	0,98 €	0,10 €	102,04 m
C	1,38 €	0,10 €	72,46 m
D	1,96 €	0,10 €	51,02 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 5,80 euros.

Art. 2 : a) Tarif A (jour)) Transport avec départ à vide et retour chargé
Tarif B (nuit)) à la station
b) Tarif C (jour)) Transport avec départ chargé et retour à vide
Tarif D (nuit)) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

* départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)

* après prise en charge du client :

1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.

2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.

3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

Art. 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

* La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.

* Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.

* Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.

* Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

Art. 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

* 4^{ème} personne adulte : 1,00€

* Transport d'animaux : 0,50€

* Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)

* Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

Art. 5 : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répéteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

Art. 6 : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « Y » de couleur BLEUE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de 2,5% correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4^{ème} personne adulte et transport d'animal.

Art. 7 : Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 5,80€, suppléments compris ».

Art. 8 : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel n° 83-50/A du 3 octobre 1983 publié le 4 octobre 1983 au bulletin officiel des services des prix.

Art. 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

Art. 10 : Cessent d'être applicables les dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 26 janvier 2007.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au directeur départemental de la sécurité publique, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de Meurthe-et-Moselle et au directeur des archives départementales.

Nancy, le 5 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Inspection académique de Meurthe-et-Moselle

Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2007 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat (10 membres)
A) Au titre de la F.S.U. (17 A, rue Laurent Bonnevey – 54000 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Rose CORNU Professeur des écoles Ecole maternelle Delaunay 54270 ESSEY LES NANCY	Henri LOSTETTE Professeur certifié Collège St-Exupéry 54210 SAINT NICOLAS DE PORT
Didier COLIN Maître Ouvrier LP Schwartz 54340 POMPEY	Dominique GERARD Professeurs des écoles Ecole élémentaire Vautrin 54320 MAXEVILLE
Vincent BIRCKEL Professeur des écoles Ecole élémentaire Maurice Humbert 54200 TOUL	Jackie CESARONI Professeur d'E.P.S. L.P.R. rue de la Tuilerie 54800 JARNY
Etienne MASSON Professeur certifié Lycée Majorelle 54200 TOUL	Christelle MAUSS Professeur des écoles Ecole maternelle Bonsecours 54000 NANCY
François WEY Professeur certifié Lycée E. Héré 54520 LAXOU	Emmanuel DEGRITOT Professeur des écoles Ecole élémentaire L. Guingot 54670 CUSTINES

D) Au titre du F.N.E.C. – F.P. – F.O. (12, rue Raugraff – 54000 NANCY)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Brigitte KES Professeur certifié EREA 54360 FLAVIGNY SUR MOSELLE	Mme Dominique BEN AMMAR Professeur certifié Collège La Fontaine 54520 LAXOU

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 26 octobre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 25 février 2008 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les usagers

a. Représentants de parents d'élèves

- Au titre de la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F.P.E.E.P.) 1162, Rue Gaston Petit – 54700 PONT-A-MOUSSON

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Stéphane CUNAT 1162, rue Gaston Petit 54700 PONT-A-MOUSSON	Hélène GIRARD 7, rue de Viray 54000 NANCY
Annick PERRUCHAUD 141, rue des Frères Lumière 54710 LUDRES – Cidex 81	Sophie MULLER 15, rue des Aulnois 54530 PAGNY SUR MOSELLE

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 25 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Voies navigables de France

Extrait de la décision du 7 février 2008 fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé

Le directeur général de Voies navigables de France

DECIDE

Art. 1^{er} : Le montant des redevances domaniales applicables à compter du 1^{er} janvier 2008 aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé est fixé selon le barème joint à la présente décision.

Art. 2 : Cette décision sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés par l'application de ces redevances et au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Béthune, le 7 février 2008

Pour le directeur général et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Patrick LAMBERT

Le guide de la tarification des occupations du domaine confié à Voies navigables de France annexé à la présente décision est consultable 175 rue Ludovic Boulteux, BP 820 - 62408 Béthune cedex ainsi que sur le site www.vnf.fr

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Décision de délégation de signature du 13 mars 2008 à M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint Coordonnateur du Pôle Ressources et Système d'Information

Benoît PERICARD, Directeur général du centre hospitalier universitaire de Nancy
Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissements,

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Stéphane MASSARD, Directeur adjoint Coordonnateur du Pôle Ressources et Système d'Information, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Art. 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Art. 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 4 : La présente délégation prend effet à compter du 15 mars 2008.

Nancy, le 13 mars 2008

Le directeur général,
Benoît PERICARD

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6701 du 29 février 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Viviers sur Chiers

Par arrêté préfectoral n° 6701 en date du 29 février 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de BAY 54 Viviers sur Chiers. Raccordement de 2 parcs éoliens 6 et 4. Machines PT HT A 08 parc le haut des Martyrs et parc au Perchy sur la commune de Viviers sur Chiers.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11088 du 29 février 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Longwy

Par arrêté préfectoral n° 11088 en date du 29 février 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune médiathèque, rue de l'Aviation, sur la commune de Longwy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13132 du 29 février 2008 autorisant EPF Lorraine à exécuter des travaux sur la commune de Pompey

Par arrêté préfectoral n° 13132 en date du 29 février 2008, EPF Lorraine BP 245 - 54701 Pont à Mousson Cedex, a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'aménagement viaire du site Eiffel sud sur la commune de Pompey.

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier de Verdun

Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 7 mars 2008 pour le recrutement d'une sage-femme

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} avril 2008 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir un poste vacant de sage-femme.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un des diplômes ou titres mentionnés à l'article L-356.2 (3°) du code de la santé publique ou d'une autorisation d'exercer la profession de sage-femme délivrée par le Ministre de la Santé en application des dispositions de l'article L.356, de nationalité française ou ressortissants des Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2008. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées, judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge, qui se trouvent dans l'obligation de travailler.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratif au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité,
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme ou titre permettant de postuler à un emploi de sage-femme,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions. (listes des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),
- un curriculum vitae sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 7 mars 2008

Pour le directeur,
Le directeur adjoint, chargé des ressources humaines,
J.-P. PILLIARD

